



## Assemblée générale

Distr. limitée  
12 novembre 1999  
Français  
Original: anglais

---

### Cinquante-quatrième session

#### Troisième Commission

Point 116 b) de l'ordre du jour

**Questions relatives aux droits de l'homme : questions relatives  
aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer  
l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales**

**Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Argentine, Bangladesh, Bhoutan,  
Canada, Colombie, Éthiopie, Fédération de Russie, Inde, Indonésie,  
Iran (République islamique d'), Kenya, Malaisie, Mongolie, Namibie, Népal,  
Norvège, Nouvelle-Zélande, Portugal, République de Corée, République tchèque,  
Slovénie, Sri Lanka, Thaïlande et Ukraine : projet de résolution**

#### **Institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme**

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* ses résolutions et celles de la Commission des droits de l'homme relatives aux institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme,

*Se félicitant* de l'intérêt sans cesse croissant qui se manifeste dans le monde entier pour la création et le renforcement d'institutions nationales indépendantes et pluralistes pour la promotion et la protection des droits de l'homme,

*Convaincue* du rôle important que jouent et que continueront de jouer ces institutions au niveau national, s'agissant de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales ainsi que de faire plus largement connaître ces droits et libertés et d'y sensibiliser l'opinion,

*Considérant* que l'Organisation des Nations Unies a joué un rôle important et devrait jouer un rôle plus important encore dans la mise en place d'institutions nationales,

*Rappelant* la Déclaration et le Programme d'action de Vienne adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, tenue à Vienne du 14 au 25 juin 1993<sup>1</sup>, dans lesquels la Conférence a réaffirmé le rôle important et constructif revenant aux institutions nationales pour les droits de l'homme, en particulier en leur qualité de conseillers des autorités compétentes, ainsi que le rôle qu'elles jouent pour ce qui est de

---

<sup>1</sup> A/CONF.157/24 (Part I), chap. III.

remédier aux violations dont ces droits font l'objet, de diffuser des informations à leur sujet et de dispenser une éducation les concernant,

*Rappelant également* le Programme d'action adopté par la quatrième Conférence mondiale sur les femmes<sup>2</sup>, dans lequel les gouvernements ont été engagés à créer des institutions nationales indépendantes pour la promotion et la protection des droits de l'homme, y compris les droits des femmes, ou à renforcer les institutions existantes,

*Notant* les diverses démarches adoptées dans le monde entier en matière de promotion et de protection des droits de l'homme à l'échelon national, soulignant l'universalité, l'indivisibilité et l'interdépendance de tous les droits de l'homme, et soulignant et reconnaissant la valeur de ces démarches pour promouvoir le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

*Notant avec satisfaction* la participation constructive des représentants des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme aux délibérations de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, de la Commission des droits de l'homme et des séminaires et colloques internationaux sur les droits de l'homme organisés ou parrainés par l'Organisation des Nations Unies ainsi que la contribution positive qu'ils y ont apportée,

*Accueillant avec satisfaction* le renforcement de la coopération régionale entre les institutions nationales de défense des droits de l'homme, notamment grâce à la troisième réunion annuelle du Forum des institutions nationales de défense des droits de l'homme pour la région de l'Asie et du Pacifique, tenue à Jakarta en septembre 1998, à la deuxième Conférence régionale des institutions nationales africaines pour la promotion et la protection des droits de l'homme, tenue à Durban (Afrique du Sud) en juin et juillet 1998, à la première Réunion des institutions nationales méditerranéennes pour la promotion et la protection des droits de l'homme, tenue à Marrakech (Maroc) en avril 1998, au Forum des institutions nationales de défense des droits de l'homme, tenu à Manille en septembre 1999, et à la deuxième session du Comité de coordination des institutions nationales africaines pour la promotion et la protection des droits de l'homme, tenue à Alger en octobre 1999,

1. *Prend note avec satisfaction* du rapport du Secrétaire général<sup>3</sup>;
2. *Réaffirme* qu'il importe de créer des institutions nationales efficaces, indépendantes et pluralistes pour la promotion et la protection des droits de l'homme, conformément aux principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme énoncés dans l'annexe à sa résolution 48/134;
3. *Considère* que, conformément à la Déclaration et au Programme d'action de Vienne, chaque État a le droit de choisir, pour ses institutions nationales, le cadre le mieux adapté à ses besoins spécifiques au niveau national en vue de promouvoir les droits de l'homme selon les normes internationales relatives aux droits de l'homme;
4. *Encourage* les États Membres à créer des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme ou à les renforcer s'il en existe déjà, comme indiqué dans la Déclaration et le Programme d'action de Vienne;

---

<sup>2</sup> *Rapport de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing, 4-15 septembre 1995* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.96.IV.13), chap. I, résolution 1, annexe II.

<sup>3</sup> A/54/336.

5. *Note avec satisfaction* qu'un nombre croissant d'États ont créé ou envisagent de créer des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme;

6. *Encourage* les institutions nationales que les États Membres ont créées pour la promotion et la protection des droits de l'homme à continuer de mener une action préventive et de lutte contre toutes les violations des droits de l'homme énumérées dans la Déclaration et le Programme d'action de Vienne et dans les instruments internationaux pertinents;

7. *Réaffirme* que les institutions nationales, lorsqu'elles existent, ont un rôle à jouer en tant qu'organes appropriés dans la diffusion des documents relatifs aux droits de l'homme et dans les activités d'information, y compris celles de l'Organisation des Nations Unies, et exprime sa gratitude aux institutions nationales qui ont participé activement, aux niveaux national et local, aux activités marquant la célébration du cinquantième de la Déclaration universelle des droits de l'homme<sup>4</sup>;

8. *Prie instamment* le Secrétaire général de continuer à accorder un rang de priorité élevé aux demandes d'assistance formulées par les États Membres touchant à la création et au renforcement d'institutions nationales pour la défense des droits de l'homme dans le cadre du programme de services consultatifs et d'assistance technique dans le domaine des droits de l'homme;

9. *Sefélicite* que le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme accorde un rang de priorité élevé aux activités relatives aux institutions nationales, encourage le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme à faire en sorte que les dispositions appropriées soient prises et que les ressources budgétaires nécessaires soient fournies pour poursuivre et amplifier les activités à l'appui des institutions nationales pour les droits de l'homme étant donné le développement des activités relatives à ces institutions, et invite les gouvernements à verser à cette fin des contributions supplémentaires au Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les services consultatifs et l'assistance technique dans le domaine des droits de l'homme;

10. *Note avec satisfaction* le rôle de plus en plus actif et important que joue le Comité de coordination des institutions nationales, comme la Commission des droits de l'homme l'a reconnu dans sa résolution 1994/54 du 4 mars 1994<sup>5</sup>, en étroite coopération avec le Haut Commissariat pour ce qui est d'aider les gouvernements et les institutions nationales, lorsqu'ils le demandent, à donner suite aux résolutions et recommandations concernant le renforcement des institutions nationales;

11. *Note avec satisfaction également* que le Comité de coordination se réunit régulièrement et que des dispositions ont été prises pour assurer la participation des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme aux sessions annuelles de la Commission des droits de l'homme;

12. *Prie* le Secrétaire général de continuer à fournir au Comité de coordination, en coopération avec le Haut Commissariat, l'assistance nécessaire pour qu'il puisse se réunir durant les sessions de la Commission des droits de l'homme;

13. *Prie également* le Secrétaire général de continuer à fournir, y compris par prélèvement sur le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les services

<sup>4</sup> Résolution 217 A (III).

<sup>5</sup> Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 1994, Supplément No 4* et rectificatif (E/1994/24 et Corr.1), chap. II, sect. A.

consultatifs et l'assistance technique dans le domaine des droits de l'homme, l'assistance requise pour les réunions régionales d'institutions nationales;

14. *Considère* que les organisations non gouvernementales, en coopération avec les institutions nationales, peuvent jouer un rôle important et constructif dans la promotion et la protection des droits de l'homme;

15. *Encourage* tous les États Membres à prendre les mesures voulues pour intensifier l'échange d'informations et de données d'expérience concernant la création et le bon fonctionnement des institutions nationales;

16. *Encourage également* tous les organismes des Nations Unies, y compris les fonds et les institutions spécialisées, à coopérer étroitement avec les institutions nationales à la promotion et la protection des droits de l'homme;

17. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte, à sa cinquante-sixième session, de l'application de la présente résolution.

---